

TEMES

«*Nosaltres els Catalans del Nord*». Une histoire de l'identité roussillonnaise à l'âge des nations

Nicolas Berjoan

UNIVERSITAT DE PROVENÇA

ABSTRACT

La identitat dels catalans de França, tal i com s'ha formulat avui en dia, és el fruit d'una història plurisecular. Des del segle XIX, els intel·lectuals del Rosselló s'han esforçat per plasmar un doble patriotisme, que integrava l'adhesió a la nació francesa amb la defensa del particularisme local. En aquest context, aquest doble patriotisme ha hagut de tenir en compte i explicar el sorgiment del nacionalisme català en l'altre costat de la frontera.

Paraules clau: Rosselló, regionalisme, identitat, doble patriotisme, nacionalisme català.

ABSTRACT

The identity of french Catalonians, as understood by the people of Roussillon nowadays, is the result of a long history. The rosselloneses intellectuals made efforts, for the XIXth century, to build this "double patriotisme", showing their pride as well to be part of french nation as to be catalonian. For this, they had also to take into account the rising of catalonian nationalism in Spain.

Key words: Roussillon, Regionalism, Identity, "Double patriotisme", Catalanian nationalism.

Lorsque l'Europe entre dans l'ère des nations, au tournant des XVIIIe et XIXe siècles, les étrangers qui traversent le Roussillon sont frappés par son originalité au sein de l'espace français. Tous remarquent combien les agents du pouvoir central peinent à contrôler une population frondeuse, dont un siècle et demi d'annexion à la France n'a pas

pu altérer la culture catalane¹. C'est une toute autre image qu'offre le pays au visiteur d'aujourd'hui. Les habitants s'y reconnaissent, dans leur immense majorité, partie de la nation française, la langue et la culture partagées avec le reste de la France y dominent sans rivales, et la singularité catalane, toujours revendiquée, n'est pas loin de s'y réduire à un folklore régional.

Il est difficile de faire l'histoire de cette révolution des consciences locales. D'abord parce que l'ensemble des paramètres qui ont conduit les Roussillonnais à se penser comme Français est difficile à circonscrire. Surtout parce que s'aventurer sur le terrain de l'histoire des identités collectives, même à l'époque contemporaine, où abondent les sources susceptibles d'être exploitées, est toujours périlleux. Il faudrait, pour acquérir quelques certitudes à ce propos, être capable de s'assurer que chaque définition, chaque manifestation identitaire, soit entendue par tous les membres de la communauté concernée de la même façon. Il faudrait encore que ces discours sur l'essence du groupe soient pérennes, et ne changent pas en fonction des contextes et des publics visés. Or l'exemple même du Roussillon montre que ce n'est pas toujours le cas, où l'on se présente fréquemment comme «catalan» vis-à-vis des Français, mais comme «français» vis-à-vis des autres Catalans.

Les pages qui suivent ne prétendent pas faire *l'histoire* de l'identité roussillonnaise, mais *une histoire* de cette identité. Histoire modeste, qui ne croit pas dire une fois pour toutes comment les Roussillonnais sont devenus des Catalans français, mais entend suivre le discours construit par les intellectuels roussillonnais sur l'identité de leur patrie durant les deux siècles qui séparent la Révolution de la fin du XXe siècle, en retrouvant dans leurs compositions quelques-unes des raisons qui ont forcé ce résultat². Il s'agit de mettre en lumière une parole locale sur l'identité locale, pour vérifier les hypothèses d'une historiographie française qui insiste, depuis quelques années, sur la notion de «double patriotisme» pour expliquer

¹ Ramon Sala a donné des exemples de cette vision exotique du Roussillon dans son livre *Dieu, le roi, les hommes. Perpignan et le Roussillon (1580-1830)*, Canet de Rosselló, Trabucaire, 1996.

² On trouvera des analyses plus fouillées sur le discours identitaire en Catalogne française dans notre thèse, Nicolas Berjoan, «*Sem i serem?*» *Identité et régionalisme dans le Roussillon contemporain*, Paris, EHESS, 2007.

comment les populations périphériques de l'espace français ont adhéré au projet national³. Elles l'auraient fait d'autant plus volontiers que, contrairement aux idées reçues, l'Etat français n'aurait pas mené de pédagogie nationale hostile aux cultures régionales, mais les aurait au contraire exaltées, quand ce n'est pas défendues. Ainsi, les peuples minoritaires n'auraient-ils rien perdu dans ce processus de nationalisation, la culture nationale venant s'ajouter à une culture locale qu'elle n'aurait pas affectée, et l'amour de la «grande patrie» conforter celui de la petite. L'identité roussillonnaise contemporaine pourrait sembler paradigmatique de ce genre d'architecture, et ce travail voudrait, en suivant la fabrication du discours sur l'identité locale, comprendre s'il correspond effectivement au standard du double patriotisme, où s'il n'est pas la manifestation d'une conception locale du national qui soit plus originale.

Les Roussillonnais n'ont pas eu seulement à tenir compte de leur intégration dans l'Etat français quand ils ont élaboré un discours sur leur identité, mais aussi de la présence, de l'autre côté de la frontière, d'une population catalane qui développe, à partir de la fin du XIXe siècle, un nationalisme propre. Et il est également important de saisir en quoi le dialogue, qui n'a jamais cessé, entre intellectuels de la Catalogne restée espagnole et du Roussillon a pu influencer la définition de l'identité locale, et ce, singulièrement, à partir du moment où les Catalans du sud sont gagnés par le nationalisme catalan. On pourrait penser, au premier abord, que celui-ci jouerait un rôle contradictoire au processus de nationalisation française des Catalans du nord. Mais dans ce cas, comme dans celui du sens à attribuer au double patriotisme local, les choses ne sont pas simples.

Le Roussillon face à la nation. Naissance d'une conscience régionale (1780-1870)

Pour la dernière fois, en 1793, la domination française sur le Roussillon est menacée quand les troupes du général Ricardos passent la

³ Je pense aux études devenues classiques en France de Jean-François Chanut, *L'école de la République et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, et Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, MSH, 1997.

frontière et s'emparent d'une bonne partie du pays⁴. Bien accueillies par une population passée à l'insoumission depuis la constitution civile du clergé, elles sont finalement repoussées par les armées révolutionnaires l'année suivante. Il faut rappeler ceci de fondamental, pour bien appréhender le contexte dans lequel s'est forgée l'identité roussillonnaise, qu'en reprenant le contrôle du pays, les forces de la Convention le font entrer dans l'ère nationale comme partie de cette nation française qui vient d'être proclamée. Autrement dit, la proposition nationale française sera la première à avoir cours en Roussillon, et elle pourra y faire son chemin sans rencontrer de concurrence jusqu'aux dernières décennies du XIXe siècle. Car l'Espagne, après la chute des Bourbons et l'invasion napoléonienne, prétend bien, elle aussi, au statut de nation, mais son projet national peine à gagner les faveurs des populations de la Péninsule, et n'a rien à proposer de séduisant aux Roussillonnais du XIXe siècle⁵. Eux, qui ont été soustraits à la monarchie ibérique au terme de la révolution catalane de 1640, eux qui n'ont pas vécu ce premier embrasement du patriotisme espagnol qu'a été la «*Guerra del Francès*», ne peuvent se reconnaître comme appartenant à la nation espagnole. Surtout, le différentiel des puissances s'accroît au XIXe siècle entre les deux Etats voisins. L'Espagne semble frappée d'un irrémédiable déclin, s'enfonce dans la guerre civile, et ne compte plus parmi les grandes puissances européennes. Alors que la France est au cœur de la politique continentale, se lance précocement dans la seconde expansion coloniale, présente les traits d'un pays bien entré dans la modernité industrielle, et solidement administré. Le contraste n'échappe pas aux Roussillonnais, qui sont en première ligne pour constater les péripéties que doivent affronter les Catalans de l'autre côté de la frontière, qui viennent régulièrement se réfugier dans leur pays pour échapper aux proscriptions menaçant les vaincus des guerres carlistes, des *pronunciamentos* et des règlements de compte entre factions libérales.

⁴ Une vue globale de l'histoire roussillonnaise à l'époque contemporaine est offerte par les ouvrages dirigés par Jean Sagnes, *Le pays catalan*, Pau, Société nouvelle d'édition régionale et de diffusion, 1983, et *Nouvelle histoire du Roussillon contemporain*, Canet de Rosselló, Trabucaire, 1999.

⁵ Sur les difficiles progrès du nationalisme espagnol dans la Péninsule je renvoie à José Alvarez Junco, *Mater dolorosa*, Madrid, Taurus, 2003 ed.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les lettrés roussillonnais de ce premier XIXe siècle manifester leur adhésion à la nation française, et tenter de justifier l'appartenance du Roussillon à la France en lui inventant une histoire sur mesure, tout en s'élevant contre les rapprochements que font les voyageurs nordiques entre leurs mœurs et celles des Espagnols. Du petit manuel scolaire produit en 1819 par François Jalabert, à l'*Histoire du Roussillon* de Jean de Gazanyola, parue en 1857, en passant par l'œuvre magistrale du même nom que publie en 1835 Dominique Henry, la même leçon est délivrée⁶. Le Roussillon a été originellement peuplé de Celtes, ce qui distingue ses habitants de ceux des contrées plus méridionales, et le marque du sceau éternel de la francité. La nature a bien fait les choses, en marquant cette distance dans la pierre des Pyrénées, que tous ces auteurs présentent comme la ligne claire d'une frontière naturelle, au mépris des réalités du terrain. Au Moyen-âge, la reconquête du pays par les Francs sur les Sarrasins, lui permet de retourner une première fois à son environnement naturel, et d'ajouter la légitimité du droit à celle de la biologie dans l'entreprise de justification de l'appartenance du Roussillon à la France, puisque elle établit, à leurs yeux, la souveraineté des rois de France sur cette contrée. La domination exercée sur ces terres par la maison comtale de Barcelone, qui ne reconnaît plus la tutelle capétienne à partir de la fin du Xe siècle, est donc une véritable usurpation, et la signature du traité de Corbeil en 1258, par lequel Saint Louis renonce à ses droits sur les terres situées au sud des Corbières, une hérésie.

Français par le sang, français par le droit, le Roussillon ne pouvait que revenir à la mère patrie. C'est chose faite avec la signature du traité des Pyrénées, qui sanctionne les vœux de la Providence. Et les historiens du Roussillon font silence sur les résistances qui l'ont suivi. Privés de sens, ces complots, ces soulèvements paysans, ces ententes avec les agents de la monarchie ibérique, sont réduits à de sombres affaires de délinquance et de banditisme. Ils suggèrent par contre que l'acceptation du pouvoir français, et l'acculturation française des Roussillonnais ont progressé rapidement, et

⁶ François Jalabert, *Géographie du département des Pyrénées-Orientales*, Perpignan, Tastu, 1819, Dominique Henry, *Histoire du Roussillon comprenant une histoire du royaume de Majorque*, Marseille, Laffitte, 1974 (1835), et Jean de Gazanyola, *Histoire du Roussillon*, Perpignan, Alzine, 1857.

que la dernière est déjà bien avancée à la fin du XVIIIe siècle, ce qui n'est pas l'avis des observateurs extérieurs au Roussillon, qui le dépeignent encore sous des traits violemment exotiques au milieu du XIXe siècle.

Cet exotisme justement, et pire, cet ibérisme, souligné par les voyageurs et les touristes qui visitent le pays, hérisse les érudits roussillonnais. Et l'on voit bien, dans l'irritation qu'ils éprouvent à la lecture d'une littérature de voyage qui fleurit à l'époque, et qu'ils épiluchent anxieusement à la recherche des erreurs ou des médisances qu'elle peut colporter sur leur patrie, combien ils ont fait plus qu'accepter leur nationalité française, combien ils la tiennent en estime, combien ils ont intégré les préjugés nationaux qui l'assortissent. Dans leur esprit, être rangé au stade ibérique de la civilisation, c'est déchoir, car eux participent de l'aventure française, celle d'une nation rayonnante politiquement et culturellement. Ils ne peuvent le tolérer, et s'occupent sans relâche de rappeler aux écrivains de Paris que leur terre est française, que les mœurs françaises y sont en vigueur, et que les malheureuses traces d'hispanité qu'elles peuvent conserver, après plusieurs siècles de vie partagée avec les peuples d'outre-Pyrénées, ne sont que des reliquats qui s'effacent un peu plus tous les jours.

Qu'ils adhèrent à la nationalité française, qu'ils se félicitent d'en faire partie, et qu'ils se construisent une histoire susceptible de justifier l'appartenance de leur pays à la France, ne veut pas dire que les intellectuels roussillonnais acceptent sans réserve le mode de construction national. Ni la structure administrative mise en place depuis la période révolutionnaire, ni les hiérarchies culturelles qui se moulent dedans, ne trouvent grâce à leurs yeux. Les critiques sont continues en Roussillon contre la centralisation administrative, et émanent de tous les secteurs de la vie politique locale. Toutes associent le temps où Perpignan était capitale d'une province à un âge d'or de l'économie et de la culture roussillonnaises. Et tous regrettent que la ville, et le Roussillon, soient réduits depuis 1790 au commun départemental. Antoine Jaubert-Campagne, notable libéral et conservateur, fait par deux fois l'éloge, en 1833 et 1851, des anciennes franchises municipales et provinciales, et espère encore, dans les années 1830, leur résurrection⁷.

⁷ Antoine Jaubert-Campagne, *Essais sur les anciennes institutions de Perpignan*, Perpignan, Le Publicateur, 1833 et *Le vieux Roussillon*, 1851.

Ces érudits ne sont pas plus satisfaits par le sort fait aux langues minoritaires dans l'espace français. Certes ils ne veulent pas que les Roussillonnais soient confondus avec des Espagnols, mais c'est avec fierté qu'ils défendent leur héritage catalan. Ils se battent avec acharnement pour laver l'idiome autochtone de son statut de «patois», et lui faire reconnaître celui de langue. Une langue qu'ils s'appliquent à distinguer de l'occitan, et dont ils rappellent le passé prestigieux, elle qui a donné à la littérature médiévale quelques-unes de ses plus belles pages. Une langue qui n'est pas une pièce de musée, qui doit vivre encore, car ses qualités d'expression sont intactes malgré les dégradations qu'elle a subies en se trouvant cantonnée à l'espace oral. Pour inciter leurs compatriotes à ne pas l'abandonner à son sort erratique de parler, mais à la considérer et à la soigner comme langue de culture, ils leur montrent en exemple les travaux philologiques et les réussites littéraires des figures de la *Renaixença*, avec lesquelles ils entretiennent d'étroites relations. La *Grammaire catalane française* que fait paraître en 1852 Pierre Puiggari, personnalité redoutée pour son tempérament dans le landernau de la culture roussillonnaise, est l'exemple le plus typique des œuvres produites par les intelligences locales du XIXe siècle pour défendre l'honneur du catalan⁸. Elle comporte, en plus d'une exposition des règles devant régir le bon usage de la langue, largement inspirée par la grammaire publiée à Barcelone par Josep Pau Ballot en 1813, un florilège de poésies catalanes, qui fait sa place aux chants des troubadours comme aux pièces plus récentes de son ami Joaquim Rubió i Ors. Tout est là de l'entreprise de réhabilitation du catalan lancée par ces hommes, il s'agit de convaincre les Roussillonnais de ne pas le laisser dépérir, en leur prouvant que c'est une vraie langue, obéissant à des règles, et capable de littérature. Ce faisant, ils adressent également un message au monde intellectuel national. À celui-ci, les érudits roussillonnais veulent montrer que la langue, et au-delà la culture catalane, méritent d'être considérées, et qu'elles possèdent une originalité remarquable dans l'ensemble du Midi français. Ils espèrent, s'ils y parviennent, pouvoir se

⁸ P. Puiggari, *Grammaire catalane-française, à l'usage des français, obligés ou curieux de connaître le catalan, des linguistes et des amateurs de langue romane*, Perpignan, Alzine, 1852.

targuer d'être les détenteurs d'un patrimoine unique, qui leur assure une visibilité sur le champ de la culture nationale.

On voit comment se constitue la conscience identitaire des intellectuels roussillonnais dans ce premier XIXe siècle, moment fondateur quant à la forge de l'identité locale, puisqu'il voit s'élaborer une manière de se penser «catalan de France» qui reste la mieux partagée aujourd'hui. Cette conscience de soi est déterminée par l'adhésion à la nation française, qui apparaît d'autant plus naturelle qu'elle est valorisée par la triste situation du voisin ibérique. Mais adhésion ne veut pas dire pleine satisfaction. Les Roussillonnais vivent mal la réduction du pays au standard départemental, regrettent le temps du Roussillon provincial, et combattent la dévalorisation des cultures locales et le mépris des langues périphériques qui accompagnent la centralisation.

Les intellectuels roussillonnais développent bien une sorte de double patriotisme, associant satisfaction française et fierté catalane, mais ce double patriotisme n'illustre pas l'impeccable ajustement des intérêts locaux et nationaux. Il est plutôt le reflet d'une frustration, non pas quant à la situation nationale des Roussillonnais, mais quant à leur place au sein de la nation française. À ce propos, les intellectuels locaux voudraient que l'originalité de leur histoire et de leur culture soit mieux respectée dans une France décentralisée.

Le rôle de la Catalogne dans cette construction s'avère déjà complexe. Ses souffrances, qui sont celles de l'Espagne en guerre civile, contribuent à faire apprécier la nationalité française auprès des Roussillonnais, et joue dans le sens de leur francisation. Par contre son dynamisme intellectuel soutient leur ambition de faire reconnaître le particularisme local dans le cadre français.

Le Roussillon dans la tourmente des nationalismes. Garder le cap du régionalisme (1870-1945)

Le panorama dans lequel se meuvent les intellectuels roussillonnais est bouleversé à partir du dernier tiers du XIXe siècle⁹. D'un côté l'arrivée du chemin de fer renforce les relations économiques du Roussillon avec le

⁹ Eugen Weber l'avait signalé en son temps dans *La Fin des terroirs*, Paris, Fayard, 1983 ed.

reste de la France, et le pays se spécialise dans des productions agricoles destinées à être écoulées sur le marché français. Par ailleurs, après la guerre de 1870, et singulièrement après la prise de pouvoir des républicains entre 1876 et 1879, une véritable pédagogie nationale est mise en œuvre, qui a pour fer de lance la nouvelle école obligatoire instaurée par les lois Ferry. Ces deux mouvements accélèrent l'acculturation française des Roussillonnais, et provoquent un reflux significatif des traits les plus saillants de la culture catalane, et de la langue catalane en premier lieu. D'autre part, émerge outre frontière un nationalisme catalan politique, trouvant une première concrétion dans le *Centre Català* de Valentí Almirall, qui pose, au moins implicitement, la question de l'appartenance du Roussillon à la France¹⁰. Face à ces nouveaux défis, les érudits roussillonnais adaptent leur discours, sans rompre pour autant avec la conception de l'identité locale qui était celle de leurs prédécesseurs.

Alors que la langue catalane semble menacée de disparaître en Roussillon, le renversement des hiérarchies culturelles que la *Renaixença* paraît avoir été capable d'accomplir au sud des Pyrénées, comme l'audience acquise par le Félibrige de Mistral dans le Midi de la France, donnent espoir aux lettrés roussillonnais de pouvoir inverser la tendance. Eux, qui ne veulent pas rentrer en conflit avec la France, mais veulent une France différente, ne voient pas combien la renaissance de la langue catalane en Espagne est due aux progrès du nationalisme catalan plutôt qu'aux prouesses de ses écrivains¹¹. Ils préfèrent croire, comme au demi-siècle précédent, qu'un retournement des consciences linguistiques roussillonnaises est possible par la simple exhibition d'une littérature de haut vol, prouvant à leurs compatriotes combien le catalan est un idiome d'avenir. Pour cela, en attendant que le Roussillon accouche d'un chef-d'œuvre de la dimension de *Mireió*, ils mettent en scène, dans les pages de leurs revues, ceux de Jacint Verdaguer, poète adulé au pays du *Canigó*, et tâchent de faire passer les Albères au souffle créateur qui anime la Catalogne en organisant des concours poétiques où se mêlent les hommes des deux côtés de la frontière.

¹⁰ Les premières manifestation politiques du nationalisme catalan sont présentées par Josep Termes, *Història del catalanisme fins al 1923*, Barcelona, Pòrtic, 2000.

¹¹ Je renvoie aux analyses de Pere Anguera, *El català al segle XIX. De llengua del poble a llengua nacional*, Barcelona, Empúries, 1997.

Mais ils sentent bien que le problème nouveau posé par l'alphabétisation en masse des Roussillonnais, qui ne se fait pas en catalan mais en français depuis la mise en place de l'école républicaine, exige de leur part une autre réponse. Cette école ne laisse aucune place à la langue régionale, dont elle combat l'usage avec acharnement dans les limites de son enceinte¹². Même le concours scolaire bien innocent que veut organiser la Société d'Études Catalanes en 1907, en proposant aux élèves des Pyrénées-Orientales de traduire quelques lignes de catalan en français et inversement, est interdit par le ministère de l'instruction publique. Pourtant les membres de cette entité régionaliste, créée en 1906 autour du professeur de l'université de Montpellier Jean Amade, ne font que des propositions modestes, que l'instituteur Louis Pastre défend sans relâche auprès de ses collègues et de la hiérarchie scolaire. Apôtre de la méthode d'apprentissage mixte, il ne leur suggère pas d'éducation bilingue, ni même quelques heures d'enseignement du catalan, mais simplement de se servir de la langue que parlent les petits roussillonnais en famille pour apprendre le français, une fois que celui-ci est bien maîtrisé, par le biais de la comparaison et de la traduction. Ce qu'il attend de ce procédé, c'est à la fois une meilleure connaissance du français par les Roussillonnais, et une conservation de la langue catalane, qui trouverait enfin sa place à l'école, lieu stratégique où se joue le devenir social des enfants. Malgré ces précautions, toutes ses initiatives se heurtent au mur du refus de l'administration scolaire, et il se trouve contraint de travailler en marge de l'institution, en proposant des cours libres de catalan aux seuls roussillonnais volontaires.

Le discours régionaliste veut pourtant que le maintien de la langue et des traditions locales soit au cœur du redressement de la France, vaincue et mutilée par la Prusse en 1870. Comme ailleurs dans les périphéries françaises, les intellectuels roussillonnais prétendent, en retrempant la France à la source de ses terroirs, lui rendre une vigueur intellectuelle que corrodent le naturalisme et les littératures de l'Europe du Nord, très en vogue à la fin du

¹² Sans avoir poussé plus avant mes recherches, il semble que le cas roussillonnais illustre plutôt l'hostilité constante de l'administration et du personnel scolaire à l'égard des langues minoritaires suggérée par Philippe Martel, *L'école française et l'occitan. Le sourd et le bègue*, Montpellier, PUM, 2007, que la bienveillance que leur prête Jean-François Chanet, op. cit.

XIXe siècle. Jean Amade, leur chef de file, très influencé par la pensée de Charles Maurras, explique dans ses *Études de littératures méridionales* ou dans son *Idée régionale* combien faire vivre les cultures régionales est une œuvre de salubrité nationale, la seule capable de restituer au pays l'énergie susceptible de le hisser à nouveau au rang des premières puissances mondiales¹³. Une antienne que tous ressassent jusqu'à la Première Guerre mondiale, sans que jamais elle ne persuade les autorités d'aller plus loin que quelques révérences aux folklores provinciaux, et surtout pas jusqu'à l'introduction des langues minoritaires dans le cursus scolaire.

La seconde nouveauté à laquelle sont confrontés les intellectuels roussillonnais leur vient du sud de la frontière. Entre 1880 et les années 1900 le nationalisme catalan prend un tour revendicatif en Espagne, et des partis se succèdent pour porter le problème catalan dans l'arène électorale, parmi lesquels la *Lliga Regionalista*, qui devient rapidement la première force politique locale. Aussi voient-ils beaucoup de leurs amis d'outre-Albères grossir les rangs de ce nationalisme politique, qui aurait pu bouleverser l'équilibre de leur système identitaire, en questionnant leur loyalisme français, qui va jouer un rôle tout autre qu'attendu.

Les Roussillonnais, en effet, ne se montrent jamais avares de soutiens pour les nationalistes catalans. Ils les aident matériellement lorsqu'ils doivent se réfugier en France, durant la dictature de Primo de Rivera, ou au moment de la «*retirada*». Ils leur permettent d'organiser des actes jugés subversifs en Espagne, comme les *Jocs florals* de 1902, qui se tiennent à Saint-Martin du Canigou avec la bénédiction de l'évêque de Perpignan Carsalade du Pont. Ils leur apportent même leur caution lorsqu'ils tentent, comme le leader indépendantiste Francesc Macià, d'organiser depuis le Roussillon un coup de main pour soulever la Catalogne. Jamais, cependant, ils ne songent à leur emboîter le pas, et à faire de l'identité catalane un objet politique. Il faut dire que les nationalistes catalans ne les y incitent pas. Eux considèrent la France comme un refuge, lorsqu'il leur faut échapper à la répression du pouvoir espagnol. Et, jusqu'au milieu des années 1940, ils espèrent encore que le gouvernement français les aidera dans le combat

¹³ Jean Amade, *Études de littératures méridionales*, Toulouse, Privat, 1907 et *L'idée régionale*, Perpignan, Comet, 1912.

qu'ils ont engagé avec Madrid. Ils n'ont donc aucune raison de se brouiller avec lui en transportant la question catalane en Roussillon, et préférèrent utiliser les Roussillonnais comme porte parole de la cause catalane auprès de l'opinion publique française, rôle qu'ils assument toujours avec beaucoup de conviction. D'autre part le discours du nationalisme catalan à l'égard de l'Espagne ne chamboule pas les consciences roussillonnaises, mais s'ajuste parfaitement à la vision du monde que se sont bâti les érudits nord catalans dans les décennies précédentes. En présentant l'Espagne comme un pays archaïque, soumis à un pouvoir castillan violent, qui maltraite sa province la plus moderne de la Péninsule, il apparaît lui-même aux Roussillonnais comme un nouveau symptôme du mal ibérique. Le nationalisme catalan est le fruit du désastre espagnol, et n'a pas de raison d'être en France, pays bien portant et généreux pour tous ses enfants. Voilà pourquoi l'apparition du nationalisme catalan ne remet pas en cause, dans leur esprit, l'appartenance du Roussillon à la France, mais renforce leur sentiment du bien-être français.

On ne s'étonne pas, dès lors, que rares soient les régionalistes roussillonnais qui passent au nationalisme catalan dans les années qui séparent le désastre de Sedan de celui de juin 1940. Et encore, parmi ceux là, certains comme Mgr de Carsalade du Pont, évêque de Perpignan entre 1899 et 1932, qui aime, avant 1914, prononcer des discours enflammés stigmatisant le pouvoir des «*gavatxos*» et à prier pour la conservation d'un Roussillon catholique et catalan, ne peuvent-ils être rangés dans cette catégorie sans scrupules. Son catalanisme, inspiré des théories de Josep Torras i Bages, est moins un appel à la sécession qu'une réaction de dépit face à la politique anticléricale des radicaux, une arme pour échauffer les esprits roussillonnais contre un pouvoir impie plutôt qu'un espoir de rebâtir l'unité catalane. La Première Guerre mondiale en sonne d'ailleurs le glas, qui lui dévoile, dans une France revenue à la foi, la championne de l'Église catholique et du monde latin contre la Prusse protestante. Il n'est guère qu'Alfons Mias pour braver les équivoques. Comme Mgr Carsalade, ce secrétaire de mairie de Palalda vient de la droite catholique, mais lui se convertit au nationalisme catalan dans les années 1930, au contact d'une intelligentsia barcelonaise qu'il fréquente par

l'entremise de sa femme, native du *Principat*¹⁴. Pourtant ces convictions ne lui permettent pas de faire de *Nostra Terra*, mouvement de jeunes catalanistes qu'il anime de 1936 à 1939, autre chose qu'une organisation militant sur le terrain culturel. Même parmi sa trentaine de membres, tous défenseurs enthousiastes de l'identité catalane, il n'en est pas assez pour franchir le pas du politique, et Mias doit se contenter d'œuvrer à son tour pour défendre la langue et les traditions locales.

Cette incapacité du régionalisme roussillonnais à déboucher politiquement, dû à l'adhésion française des Roussillonnais, et au respect qu'ils ont intégré du tabou pesant sur les revendications ethniques dans le champ politique national, aussi bien qu'au rôle paradoxal joué par le nationalisme catalan d'Espagne, ne veut pas dire qu'il ne porte aucune parole politique. Beaucoup, comme Jean Amade, se montrent partisans d'une décentralisation, ou, selon le terme qui s'impose dans les années du tournant du siècle, d'une «régionalisation» de la France. Simplement, qu'ils acceptent que l'organisation du territoire national ne soit pas une question politique, ou qu'ils feignent de l'accepter, en imaginant impossible de proposer à leur compatriote autre chose que le classique choix droite-gauche, ils présentent leur politique comme n'en étant pas une, et attendent que les principes pour lesquels ils luttent s'imposent à tous comme une évidence. La régionalisation, en insufflant un dynamisme nouveau aux provinces, doit être un bienfait pour la France toute entière.

De la révolution catalaniste au Roussillon communautaire (1945-2000)

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il n'est plus question pour les régionalistes roussillonnais de défendre leurs options provincialistes sur la scène politique. La France vit un moment de crispation nationale, et les dérives fascistes de quelques militants autonomistes bretons ou flamands – qui n'ont aucun pendant en Roussillon – sont montées en épingle par les adversaires des libertés locales pour stigmatiser l'ensemble des mouvements

¹⁴ Pierre Grau a consacré plusieurs études à Alfons Mias et à *Nostra Terra*, notamment *Le catalanisme en France entre régionalisme français et nationalisme catalan, ou Nostra Terra entre «canigonetes» et «Catalunya gran»*, Bulletin de la Société Agricole Littéraire et Scientifique des Pyrénées-Orientales, 1995, pp.181-217.

régionalistes. Les intellectuels qui continuent à vouloir défendre la culture catalane se replient sur la conservation du patrimoine, le pharmacien Joseph Deloncle parvenant enfin, en 1963, à mener à bien le vieux projet d'un musée des traditions catalanes, la *Casa Pairal*, qu'il inaugure au Castillet. Ils tâchent aussi de donner une tribune publique à la langue locale en continuant de célébrer les *Jochs florals de la Ginesta d'or*, cette fête littéraire copiée des jeux floraux de Barcelone et de Toulouse, qui se tient tous les ans à Perpignan depuis 1924 à l'initiative du félibre roussillonnais Charles Grando. Ils s'efforcent enfin de l'apprendre, ou de la réapprendre, à ceux qui le désirent par une série de cours du soir, l'école publique refusant toujours de délivrer un enseignement du catalan.

C'est justement la première possibilité offerte par le législateur français de dispenser des cours de langues régionales facultatifs, dans l'enseignement primaire et secondaire, qui va réveiller un monde régionaliste en état de latence. Le vote de la loi Deixonne, en 1951, suscite quelques initiatives dans les établissements roussillonnais, tels les cours de catalan que donne Enric Guiter au lycée Arago de Perpignan et à Notre-Dame de Bon Secours. Reposant uniquement sur la volonté et l'énergie de professeurs sensibles au sort de l'idiome autochtone, ils buttent sur l'inertie ou le mauvais vouloir des chefs d'établissement, qui ne font rien pour les voir se multiplier. En 1961, lorsqu'un groupe d'intellectuels roussillonnais fonde le *Grup d'Estudis i de Recerques Catalanes* (GREC), dans le but de pousser les établissements scolaires à exploiter les possibilités offertes par la loi, tout en espérant obtenir le vote d'un texte plus favorable, seuls les deux autres lycées du département ont suivi l'exemple du lycée Arago, et rien n'est fait dans les écoles primaires.

Alors que l'association culturelle sollicite les élus locaux afin qu'ils servent de relais à ses revendications, ce qu'ils s'engagent souvent à faire, oubliant ensuite de les défendre devant les institutions nationales, la question du passage à l'action politique se pose à ses membres. Ses responsables les plus âgés, formés dans le moule de la conscience roussillonnaise classique, celle qui considère le Roussillon comme partie naturelle de la France, celle qui n' imagine pas rompre avec la structure binaire du champ politique français, celle qui ne conçoit de défendre l'originalité catalane que sur le terrain culturel, refusent de faire du GREC

autre chose qu'un groupe de pression. Mais ses éléments les plus jeunes ont sous les yeux un monde différent. La France y est reléguée au rang de puissance moyenne, la décolonisation a ébranlé les dernières certitudes sur la hiérarchie des cultures, et, en cette fin des années 1960, une vague critique déferle sur l'Europe et l'Amérique du Nord, qui dénonce vigoureusement les rapports de force à l'œuvre au sein des sociétés occidentales. Elle pousse sur le devant de la scène publique des aspirations minoritaires, l'écologie, le féminisme, ou les droits des minorités ethniques. Gagnés par cette effervescence intellectuelle, les jeunes militants régionalistes se regroupent d'abord, à l'intérieur du GREC, en un *Grup Cultural de la Joventut Rossellonesa*, pour mener des actions culturelles plus dynamiques que celle de l'association, et éveiller les consciences de leurs compatriotes. Cela ne suffit bientôt plus à certains, décidés par les événements de mai 1968, et par la renaissance de la contestation catalane dans l'Espagne du tardo-franquisme, à se lancer dans la confrontation politique. Ce sont eux qui fondent le premier parti catalaniste du Roussillon, l'*Esquerra Catalana dels Treballadors* (ECT), pour laquelle les élections législatives de 1973 constituent un baptême du feu.

Ce nationalisme catalan du Roussillon conteste radicalement l'histoire du pays telle qu'elle a été écrite lors du siècle et demi précédent. Son bréviaire, *El petit llibre de Catalunya-Nord* de Llorenç Planes et Montserrat Biosca, offre un bon exemple de la contre-histoire qu'il lui oppose¹⁵. Refusant que l'on puisse ordonner le destin d'un territoire en fonction de l'origine gauloise prétendue de ses premiers habitants, qu'ils démentent par ailleurs, en rappelant l'existence des Ibères, ses auteurs insistent sur la parfaite intégration du Roussillon dans l'ensemble catalan qui se constitue au Moyen-âge. Catalan par l'histoire et par la culture, il a été séparé du *Principat* par la volonté des monarques français et espagnol, dans le mépris le plus total de la volonté de ses habitants. Aussi le traité des Pyrénées n'est-il plus, dans leur récit, l'heureuse réunion d'une province à sa mère patrie, mais un acte arbitraire, une insulte au droit des peuples, contre lequel les Roussillonnais se révolteront jusqu'au début du XVIIIe

¹⁵ Montserrat Biosca et Llorenç Planes, *El petit llibre de Catalunya-Nord*, Perpinyà, L'Eriçó, 1974.

siècle. Quant à leur acculturation, elle n'est pas due au désir d'embrasser la culture française, mais à une politique coercitive qui a cherché à extirper la langue catalane du pays. Et elle n'est pas non plus le symbole d'une réussite sociale ou culturelle pour le Roussillon, qui est devenu l'une des dépendances les plus pauvres de l'économie française. Le constat qu'il dresse, au début des années 1970, est que le pays souffre d'une double forme d'oppression. Oppression sociale, expliquent ces jeunes militants baignés d'idées marxistes, car sa population vit les affres d'une situation coloniale qui fait du Roussillon un espace voué à la production de matières premières agricoles, au tourisme de masse, et à la fourniture de contingents de policiers et de gendarmes pour servir aux basses oeuvres de l'administration française. Oppression nationale aussi, puisque sa population catalane a été coupée du reste des *Països Catalans* par une conquête violente, et que le pouvoir français s'efforce, par sa politique culturelle, et par les brassages de populations qu'il favorise, de la dénaturer et de lui faire perdre sa conscience d'elle-même, bref de la détruire. Contre l'aliénation qui les pousse à accepter leur sort d'armée fonctionnaire de réserve et leur acculturation, les jeunes catalanistes appellent les Roussillonnais à se ressaisir. Et c'est pour participer au réveil de ce peuple endormi, autant que pour s'imposer comme force politique locale, qu'ils se lancent dans la compétition électorale.

De fait, les résultats électoraux du catalanisme politique en Roussillon, ceux de l'ECT comme ceux des partis qui lui ont succédé, restent jusqu'à nos jours très faibles. Le nationalisme catalan n'a pas convaincu les Roussillonnais de la nécessité de porter la question du devenir de leur culture sur le terrain électoral. Et c'est un échec majeur pour lui que de n'avoir pas réussi à leur faire transgresser le tabou français qui veut que les revendications ethniques n'aient pas à fonder de politiques. Mais cet échec n'est pas total. Malgré des scores presque insignifiants, les partis catalanistes ont pu nouer des alliances avec les sections locales des partis nationaux, et, par ce truchement, participer à la gestion de plusieurs municipalités roussillonnaises, depuis lesquelles ils impulsent des politiques culturelles visant à préserver l'originalité du territoire. Ce n'est pas seulement par charité que les politiques locaux ont permis cela, mais parce qu'ils ont voulu répondre à une attente sociale. Car la naissance du

catalanisme politique en Roussillon est concomitante d'un changement des mentalités vis-à-vis des identités minoritaires. Avec les années 1970, la honte de ne pas correspondre aux canons de la civilité française a vécu dans les têtes roussillonnaises, qui redécouvrent la valeur positive d'une culture catalane désormais envisagée comme un patrimoine à conserver. Aussi les initiatives des jeunes catalanistes ont-elles reçu, sur le terrain culturel, un meilleur accueil que sur le terrain politique. Non seulement celles qui ont voulu marquer le territoire et le calendrier roussillonnais des signes d'une identité particulière, par la présence de drapeaux, d'un affichage bilingue des noms de lieux et des rues, par l'organisation de fêtes comme la Sant Jordi, mais aussi celles qui ont voulu prendre le relais de pouvoirs publics réticents à faire vivre la langue catalane. Leur plus belle réussite, à ce chapitre, est sans doute le succès, modeste mais réel, des écoles associatives *La Bressola*, fondées en 1976, et *Arrels*, ouverte en 1981. La philosophie des deux institutions diffère, la première s'attachant à offrir aux enfants un enseignement primaire en immersion catalane, la seconde un cursus bilingue qu'ils puissent suivre le plus longtemps possible. Cependant, si la première a gardé son indépendance vis-à-vis de l'éducation nationale française, alors que la seconde a voulu y être rattachée pour forcer une évolution des mentalités en son sein, les deux écoles ont été créées pour lutter contre son refus de s'ouvrir à la langue régionale, et proposer aux parents roussillonnais une possibilité qu'elle ne voulait pas leur donner.

La conscience de la société roussillonnaise d'aujourd'hui est le fruit de cette longue histoire. Politiquement elle est demeurée française. Ayant adhéré à l'idée nationale française au XIX^e siècle, l'ayant perçue comme un facteur de progrès, elle a intégré l'essentiel de ses schémas et de ses interdits politiques, et ne considère pas que les questions ethniques aient à interférer dans les choix majeurs qui s'offrent aux citoyens lors des élections générales. Elle peut leur donner un peu plus d'importance pour les élections locales, où les partis catalanistes obtiennent un peu plus de voix. Dans ce cas surtout, les partis catalanistes ont réussi à faire de la culture catalane un enjeu électoral, et chacun des candidats qui espèrent remporter le scrutin doit dévoiler les grands traits de ce que pourrait être son action en faveur de la langue et des traditions locales. C'est que l'émergence du catalanisme politique a concordé avec une mutation des mentalités

occidentales, qui ont perdu foi dans le progrès et dans les principes d'autorité, en se laissant gagner à plus de tolérance et de respect pour les cultures minoritaires.

La culture catalane connaît donc ce destin étrange, en Roussillon, de faire l'objet d'un certain engouement à l'heure où elle ne subsiste plus qu'au titre de reliquat dans l'espace public. Il faut dire que les initiatives prises par les catalanistes, soutenues ou non par les collectivités locales, sont bien insuffisantes pour assurer sa transmission massive à une population locale qui n'est plus, dans sa majorité, originaire du pays, et qui ne sent pas la nécessité de se l'approprier. Seule l'école publique pourrait jouer ce rôle, mais, jusqu'à présent, il n'a jamais été question pour le gouvernement français de céder, en ce domaine, plus que le strict minimum pour assurer la survie de la culture et de la langue catalanes. Au bout du compte, durement affectée par les changements démographiques qui touchent le littoral méditerranéen français, la culture catalane a tendance à se transformer en culture totémique du Roussillon, présence monumentale, célébrée périodiquement comme témoin de l'identité locale, dans un espace où le quotidien est de moins en moins en catalan. Les structures qui existent pour la faire vivre, et que l'on doit, pour beaucoup, à l'action de la jeune militance catalaniste des années 1970, parviennent toutefois à articuler autour d'elle une fraction de la population roussillonnaise qui entretient un rapport plus étroit avec les traditions et avec l'idiome du pays, et qui préfigure peut-être la communauté catalane du Roussillon à la fois cosmopolite et standardisé de demain.

Du «double patriotisme» roussillonnais

S'il est une continuité remarquable dans la conception de l'identité locale dont témoigne le discours des intellectuels roussillonnais à l'époque contemporaine, c'est bien la volonté de concilier l'identité nationale française et l'identité catalane. Il existe donc un double patriotisme des Roussillonnais, attachés à la nation française comme à leur pays catalan, qui s'est forgé à partir des premières décennies du XIXe siècle, avant de devenir le mode le plus répandu de se comprendre «catalan de France». Mais l'on n'a pas tout dit si l'on se contente d'y voir une heureuse concordance entre la volonté de l'État français de nationaliser ses

populations, tout en leur accordant le bénéfice d'une identité particulière, et celle des populations périphériques de devenir françaises tout en conservant leur originalité. Car ce double patriotisme est un double patriotisme insatisfait. Les intellectuels roussillonnais développent un discours, et construisent une histoire, qui manifestent leur adhésion au projet national français, mais n'ont pas le sentiment que les pouvoirs publics fassent un même effort dans leur direction, et qu'ils prennent en compte l'identité catalane du Roussillon. Ils n'ont pas l'impression que leur nationalisation française ne leur coûte rien, au contraire, ils perçoivent clairement qu'elle se fait suivant des modalités qui provoquent la disparition de la culture catalane, et c'est pour cela qu'ils demandent une décentralisation administrative, et les moyens de transmettre largement la langue du pays. Parce qu'ils ne veulent pas transgresser l'interdit qui frappe les revendications ethniques sur le champ politique français, eux qui sont souvent d'irréprochables patriotes, et qu'ils ne veulent pas risquer d'encourir l'accusation de «séparatisme» que ne manquent jamais d'encourir les régionalistes portant trop haut leurs revendications, ils repoussent longtemps l'idée de défendre leurs idées dans l'arène politique. Cependant, en cohérence avec leurs conceptions d'une France ouverte aux différences, ils espèrent convaincre largement que la diversité des cultures et la décentralisation sont un gage de vitalité pour le pays tout entier, et doivent faire l'objet d'un consensus national.

La Catalogne joue un rôle remarquable dans l'élaboration du complexe identitaire roussillonnais. Tout se passe comme si les péripéties qu'elle traverse, au cours des deux derniers siècles, étaient transformées, au nord de la frontière, en matière intelligible pour la conscience locale. Ses mécomptes politiques servent d'arguments pour justifier la nationalisation française des Roussillonnais, et le nationalisme catalan lui-même est compris comme un avatar du chaos ibérique. Ses réussites culturelles, et sa fidélité à la langue catalane, sont exhibées pour défendre le particularisme local sur le terrain culturel, sans être mises en relation avec les succès du nationalisme catalan, ce qui reviendrait à questionner le bien fondé de l'apolitisme du régionalisme roussillonnais. L'exemple de la Catalogne et de son nationalisme n'a donc pas poussé les Roussillonnais à entrer en conflit avec l'État français, mais, jusqu'à une période récente, a plutôt

renforcé leur attachement à la France. Il a fallu attendre la vague critique des années 1960 pour voir des régionalistes roussillonnais concevoir la question catalane comme une question politique en France. À ce moment là, le nationalisme catalan renaissant peut enfin leur servir de modèle. Mais ni la déjà vieille éducation de leurs compatriotes dans les schémas classiques de la politique française, ni la dynamique démographique du Roussillon, ne jouent dans le sens de leurs idées, et ils se trouvent obligés de pousser à leur tour le rocher de Sisyphe du régionalisme local, en s'épuisant à défendre l'identité catalane dans le seul domaine culturel, sans pouvoir compter sur un soutien massif des pouvoirs publics.